



Peut-on dissocier consommation d'énergie et bien-être dans le cadre du logement ?

BY/PAR PATRICIA ROQUES

Université Côte d'Azur, CNRS, GREDEG, France.
patricia.roques@gredeg.cnrs.fr

ABSTRACT

This article provides some ideas for exploring the relationship between energy consumption and well-being from a typology of consumers elaborated in a rental social housing project object of thermal retrofit program. The capability approach in terms of analysis for an orientation either favorable or unfavorable to reduction energy consumption comes in coherence with the difference of type and enriches it by exceeding the contradiction enter on one hand social vulnerability and well-being disparities and on the other hand imperative reduction in energy consumption.

Keywords: capability approach, classification, energy consumption, sustainable development, typology

RESUME

Cet article propose des pistes pour explorer les relations entre réduction de consommation d'énergie et bien-être à partir d'une typologie de consommateurs élaborée dans un cadre de logements sociaux réhabilités thermiquement. L'approche par la capabilité en termes d'analyse pour une orientation favorable ou défavorable à la réduction de consommation d'énergie vient en cohérence avec la distinction de types et l'enrichit en dépassant la contradiction entre, d'une part, vulnérabilité sociale et inégalités de bien-être et d'autre part, impérative réduction de la consommation d'énergie.

Mots-clés : approche par la capabilité, consommation d'énergie, développement durable, typologie.

JEL classification : D190, I310, Q490.

INTRODUCTION

Inégalités de bien-être et réduction de la consommation d'énergie constituent deux enjeux sociétaux majeurs de notre époque : ils peuvent paraître antagonistes. L'approche de Sen par les capacités peut permettre de dépasser cette contradiction : en « [se concentrant] sur la vie humaine et pas seulement sur des 'objets de confort' comme les revenus ou les produits de base- souvent érigés en critères principaux du succès humain, notamment dans l'analyse économique, [elle] propose d'abandonner la focalisation sur les moyens d'existence pour s'intéresser aux possibilités réelles de vivre » (Sen, 2010, p.286, cité par Ballet *et al.*, 2014, p.9).

La question de la maîtrise de la demande d'énergie constitue en effet un enjeu majeur en lien avec l'épuisement ou la rareté de la ressource et, de façon plus récente, le changement climatique. Elle fait d'ailleurs l'objet d'une action publique soutenue, au sein de laquelle le secteur résidentiel, à la convergence des problématiques de consommation d'énergie, de logement ou encore de précarité, occupe une place particulière. La consommation d'énergie du secteur résidentiel représente en effet 30% de la consommation énergétique totale en France¹ comme en Europe. Cette consommation a toutefois diminué au cours des quarante dernières années avec la mise en œuvre de politiques publiques à la suite des premiers chocs pétroliers. La diminution moyenne de 18% par logement enregistrée depuis 1990 recouvre en fait deux évolutions opposées² : les consommations liées au chauffage ont diminué de 33% alors que les consommations d'électricité spécifique³ augmentaient de 44%. L'Agence Européenne pour l'Environnement (AEE) a mesuré que les deux tiers des gains liés à l'efficacité énergétique ont été contrebalancés par des augmentations de consommation liés notamment à la multiplication des équipements et des usages. Ce phénomène a été appelé par Khazoom (1980) « effet rebond ». Repris par Saunders (1992), il est depuis développé par de nombreux auteurs⁴.

La question de la consommation d'énergie ne peut évidemment être dissociée des caractéristiques des consommateurs qu'il s'agisse de leurs revenus mais également de leur situation sociale (familles monoparentales, ...) ou encore de leur niveau de formation. S'y greffe ainsi fréquemment la problématique de la précarité sociale et matérielle.

Dans des contextes matériels et sociaux similaires, on pourrait émettre l'hypothèse que les pratiques des individus ayant une incidence sur la consommation d'énergie sont semblables. En réalité une approche empirique dans le cadre d'un important programme de réhabilitation de logements sociaux a montré qu'il n'en est rien et que l'on peut distinguer quatre grands

¹ Source : Commissariat Général au développement Durable (juillet 2015), Bilan énergétique de la France pour 2014

² Source : ADEME (2014). Evolution des consommations unitaires des logements par usage de 1990 à 2012, in Climat, air et énergie, Chiffres clés.

³ Consommation d'électricité spécifique : consommation correspondant aux services qui ne peuvent être fournis que par l'électricité dans le cadre résidentiel (électroménager, éclairage, télévision, informatique, recharge d'appareils mobiles, etc.), par opposition à ceux qui peuvent être fournis par d'autres énergies (chauffage, production d'eau chaude, cuisson).

⁴ Voir notamment : *Energy policy*, juin 2000, Volume n°28, numéro 6-7, pages 351-500.

types d'individus (Roques, 2016). En outre, il apparaît que le changement de contexte technique issu de la réhabilitation n'a pas provoqué de changements dans ces pratiques.

Quel que soit le « type » cependant, l'aspiration au confort et, plus largement, au bien-être est omniprésente. Face à un sentiment d'insécurité et de vulnérabilité, le logement constitue une bulle protectrice et un espace d'appropriation. L'enfermement qui en résulte semble n'offrir alors d'autre choix que de consommer. Dans une confusion entre confort et plaisir entraînant l'insatisfaction du consommateur (Scitovsky, 1976), cette aspiration se traduit chez certains par une boulimie d'acquisition d'équipements, eux-mêmes consommateurs d'énergie. Toute réduction de la consommation d'énergie est alors assimilée à une amputation du confort et génère un sentiment de régression.

L'analyse fait apparaître que l'identité constitue le facteur clé de compréhension des pratiques des individus et de ce qui les sous-tend et, par-là, de différenciation entre les « types ».

Sen (1999), dans sa compréhension du concept de bien-être dépassant la seule dimension monétaire ou la possession de biens matériels, définit la capacité qu'il a introduite comme la liberté de choisir la vie que l'on souhaite mener. Cette liberté de choisir (ou capacité d'épanouissement), est certes fonction des ressources matérielles ainsi que non matérielles auxquelles peut accéder un individu, mais aussi de sa capacité à convertir ces ressources en bien-être. Cette capacité dépend de ses caractéristiques personnelles mais aussi du contexte qui est le sien (Sen, 1999 ; Robeyns, 2005). Dans cette perspective, l'injustice peut être considérée comme une inégalité des capacités dans le temps et dans l'espace (Ballet *et al.*, 2013, p.31).

Sen (2006) ajoute que chaque individu détient une identité plurielle issue de l'hétérogénéité des histoires de vie et des situations de chacun : chacun doit pouvoir se construire librement en profitant de la multiplicité de ses appartenances. Il ajoute qu'à chacune de ces appartenances est associé un couple de droits et d'obligations qui engage la personne : la notion d'engagement est ainsi liée à la notion d'identité et engendre une responsabilité personnelle à des degrés divers selon les contextes sociaux. Ceci peut susciter un conflit intérieur, voire un refus de l'engagement, ce qui, dans les deux cas, rend difficile la construction d'une personnalité et l'épanouissement de sa capacité (Dubois et Mahieu, 2009).

Davis (2014), pour qui « la société est structurée et organisée par la richesse et les relations sociales du groupe plutôt qu'expliquée par une approche individualiste standard qui supprime ces différences » relève que dans de nombreux contextes, les gens s'identifient à plus d'un groupe social (par exemple, par la race, la classe, la religion, le genre). A l'instar de l'approche de Sen, une identification à des groupes sociaux multiples fait de chaque individu une « collection d'identités sociales ». Une opposition entre ces groupes sociaux d'appartenance peut alors entraîner un conflit pour l'individu lui-même.

In fine, on constate que ce qui distingue les types dans notre approche empirique est la différence de capacité entre individus. Il apparaît notamment que le type empêché, marqué par des privations, une situation matérielle précaire, des accidents de vie et un repli sur soi lui ôtant l'accès à d'éventuels contextes le place en défaut de capacité.

Comment créer et rendre accessibles les contextes susceptibles de produire des capacités ayant un effet favorable pour la réduction de consommation d'énergie qui prennent en

compte les vulnérabilités individuelles et collectives et la liberté de choix (Ballet *et al.*, 2013)? Au-delà, l'objectif est de considérer le bien-être dans une perspective de développement durable. Il s'agit d'acquérir une responsabilité qui embrasse l'avenir jusqu'à pouvoir faire des choix de réduction volontaire de sa liberté dans un objectif de sobriété.

Dès lors qu'on ne consomme pas d'énergie pour elle-même, il importe alors d'en comprendre les ressorts, c'est-à-dire l'usage d'un équipement pour obtenir un service et la consommation d'énergie associée.

1. CONSOMMER, CE N'EST PAS SEULEMENT ACQUERIR DES PRODUITS, MAIS S'ACHETER UNE IDENTITE

1.1. Consommation et norme sociale

Si les ménages locataires de leur logement⁵ n'ont aucune prise sur les équipements incorporés, chauffage notamment, il en va autrement pour les équipements qu'ils y implantent, appareils électro-ménagers et équipements électroniques de loisir et de communication. On constate que les ménages sont très largement équipés en électroménager, avec un taux de 96% pour les lave-linge ou même de 100% pour les réfrigérateurs. Parallèlement, on constate que les plus fortes croissances en taux d'équipement au cours des dix dernières années⁶ concernent les équipements électroniques de loisir et de communication, plus précisément les téléphones mobiles, l'informatique et plus encore les connexions internet et les abonnements aux chaînes de télé. A tel point qu'aujourd'hui, les consommations d'énergie liées à l'audiovisuel et à l'informatique dans le cadre du logement sont équivalentes à celles des fonctions de froid et de lavage cumulées⁷. Finalement, dans les bâtiments les plus récents ou récemment réhabilités, le chauffage représente moins de la moitié de la consommation totale d'énergie. L'enjeu se situe donc au niveau de l'équipement des ménages et de son degré d'utilisation. Il est d'autant plus marqué pour des ménages locataires de logements sociaux qu'ils mettent en avant deux aspects de leur logement : d'une part le logement comme « bulle » isolant de l'extérieur, d'autre part son adéquation aux besoins et attentes. Le logement constitue ainsi une extension du soi, un reflet de l'identité, et remplit, tout particulièrement pour des ménages en situation de précarité, une fonction de protection pour échapper à ce qui est ressenti comme une menace de l'extérieur, mais aussi à un regard intrusif des autres, à un certain contrôle social.

Les comportements prennent une importance croissante, voire critique, pour expliquer les performances réelles en matière de consommation énergétique en prenant en considération que consommer, « ce n'est pas seulement acquérir des produits, mais s'acheter une identité » (Gabriel et Lang, 1995). Les hommes ne recherchent pas uniquement le confort matériel et l'absence de souffrance (faim, froid, ...), mais aussi une certaine stimulation, de la nouveauté, des défis (Scitovsky 1976).

⁵ Le logement social locatif représente 17% des résidences principales en France.

⁶ Source : INSEE Focus N°20, mars 2015.

⁷ Source ADEME 2014, Réduire sa facture d'énergie.

La production de masse rend disponibles et accessibles et offre à l'excès les biens de confort, véhiculés par le modèle de consommation dominant que l'on a envie d'imiter⁸. En préférant les biens de confort (*defensive goods*⁹), l'homme satisfait les demandes imposées par sa survie biologique pure, le poussant à être biologiquement rassasié, mais intellectuellement insatisfait.

Cette capabilité restreinte l'amène à prendre le confort pour du plaisir et à confondre la satisfaction des besoins physiologiques avec le but de son existence.

Cette insatisfaction entraîne un suréquipement avec l'acquisition de nouveaux biens tant en diversité qu'en nombre. Ainsi, par exemple, un ménage sur deux possède plusieurs postes de télévision¹⁰. L'impact négatif du temps passé à être devant la télévision sur les activités relationnelles et plus largement l'effet d'isolement social de la consommation de « bien défensif » a pu en outre être constaté (Bruni et Stanca, 2007) : ce n'est donc pas uniquement l'équilibre individuel qui est affecté mais également la société et les relations sociales.

Mais enfreindre la norme sociale de consommation expose le consommateur à un « *risque de dissociation* », qui l'éloignerait des valeurs d'un groupe « dont il ne souhaite pas se séparer » (Bertrandias, 2012). Dès lors, souligne Bertrandias, l'individu « accepte » l'influence normative qui le fait se conformer à « une norme défendue, implicitement ou explicitement, par un groupe social ». La consommation concourt ainsi à la distinction. Cela constitue un puissant moteur de sa croissance dans toutes les classes de la société. Veblen (1899) avait ainsi mis en avant le rôle prépondérant de « la course à l'estime ».

La maîtrise de l'énergie et, *a fortiori*, la perspective d'une réduction de consommation est dès lors associée à une régression avec des mots tels que : besoin, contrainte, économiser, faire attention, privation, retour en arrière ». De fait, confort, progrès social, croissance semblent aujourd'hui indissociables de la consommation d'énergie en association avec des mots tels que : « acquis social, bien-être, confort, consommer, liberté distinction, plaisir.

Ce sentiment de régression latente et la « propension à la résistance » (Banikema et Roux, 2014) qui en découle sont particulièrement manifestes chez la plupart des locataires du logement social.

1.2. Appartenance sociale et identité

Lorsque les individus sont considérés d'abord comme des membres de groupes sociaux par exemple les locataires du logement social, leur identification à ces groupes reflèterait, par leurs comportements, les intérêts de ces groupes. Dans cette hypothèse, chaque individu est considéré par principe comme appartenant à un seul de quelques grands groupes sociaux dont la composition est ainsi homogène. Davis (2014) relève cependant, que dans de nombreux contextes les gens s'identifient à plus d'un groupe social. Une identification à des

⁸ Scitovsky (1992) relève incidemment, que ces biens procurent certes un confort, mais, en même temps, nuisent à la société ainsi qu'à l'environnement.

⁹ Scitovsky se réfère par ailleurs à Hawtrey (1925) pour distinguer deux grands types d'objets de consommation : les biens défensifs (*defensive goods*) dont le but est de prévenir, ou remédier, à une souffrance physique, et les biens créatifs (*creative goods*) dont le but, par contre, est de fournir une récompense.

¹⁰ Source : INSEE Focus N°20, mars 2015.

groupes sociaux multiples fait alors de chaque individu une « collection d'identités sociales » où se distinguent identité sociale catégorielle (groupes de personnes qui partagent certaines caractéristiques sociales) et identité sociale relationnelle (chacun est influent pour déterminer les rôles sociaux qu'ils vont jouer à l'extérieur) et cela « constitue une extension de ses capacités » (Ballet *et al.*, 2013, p.12).

Cette collection d'identités peut être dissonante et instable en fonction de l'identification à des groupes sociaux contradictoires jusqu'à pouvoir entraîner un conflit pour l'individu lui-même.

De plus, il y a stigmatisation quand un individu est représenté comme possédant « quelque attribut ou caractéristique qui donne une identité sociale qui est dévaluée dans un contexte social particulier » (Goffman, 1963). La stigmatisation des identités sociales renforce la stratification sociale.

Quand les limites entre les groupes sociaux sont relativement perméables, il n'est alors pas rare que les individus saisissent l'occasion de se distancier d'un groupe social dévalorisé et de diminuer leur identification à lui (Ellemers *et al.*, 1990). Ainsi, la construction sociale de l'identité personnelle est susceptible de jouer un rôle moindre et l'auto construction de l'identité personnelle un rôle plus important : l'identité personnelle est aussi une question d'affiliations choisies à des groupes sociaux (Davis, 2014).

L'identité apparaît comme un marqueur distinctif de l'individu mais également du ou des groupes d'appartenance.

La partie qui suit s'appuie sur une typologie de consommateurs élaborée à partir des résultats de l'étude empirique (Roques, 2016) pour comprendre notamment le rôle de l'identité sur les pratiques inductrices ou non de consommation d'énergie. Elle permet à partir de ces types de consommateurs de mettre en avant les capacités propres à chaque type.

2. PRATIQUES FAVORABLES OU DEFAVORABLES A LA REDUCTION DE LA CONSOMMATION D'ENERGIE : UNE TYPOLOGIE DES LOCATAIRES CONSOMMATEURS

2.1. Les pratiques énergétiques et ce qui les sous-tend

Dans le contexte de logements sociaux locatifs ayant fait l'objet d'une réhabilitation lourde thermique, notamment sur le plan énergétique, nos travaux empiriques se sont intéressés aux pratiques –prises comme objet d'analyse– ayant une incidence favorable ou défavorable sur la réduction de consommation d'énergie. à partir d'entretiens semi-directifs avec 40 ménages, triangulés (Yin, 2013) avec des études complémentaires, données statistiques, retours d'expériences et entretiens avec les bailleurs sociaux, la maîtrise d'ouvrage et la Région Provence Alpes Côte d'Azur– trois sous-catégories de pratiques ont pu être ainsi identifiées : des pratiques d'acquisition (ayant un effet différé mais durable), des pratiques d'usage (ayant un effet immédiat, ponctuel et généralement répétitif) ainsi que des pratiques d'une autre nature ayant un effet indirect (pratiques alternatives à des pratiques inductrices de consommation, pratiques visant à faire agir les autres).

L'analyse cherchait en outre à identifier ce qui sous tendait ces pratiques. Ont ainsi été relevés des facteurs ayant trait aux infrastructures du logement (système actif et passif de

chauffage, ventilation, fourniture d'eau chaude sanitaire) et aux équipements du ménage que nous avons regroupés sous le vocable de « système matériel » en englobant l'infrastructure et son fonctionnement. A été identifié par ailleurs ce qui relève des normes cognitives et aspirations propres à chaque individu, regroupé sous le vocable d'« identité ». Mais il a également été relevé que les ménages mentionnent diverses sources d'influence sur leurs pratiques.

L'analyse a mis en relief que les pratiques –et ce qui les sous-tend– non seulement peuvent significativement différer d'un individu à l'autre, mais plus encore avoir des orientations opposées quant à leur caractère favorable ou défavorable à la réduction ou à la maîtrise de la consommation d'énergie. Un « profil » peut ainsi être établi pour chaque individu, rendant compte d'un alignement caractéristique (Stephenson, 2010) de pratiques et de ce qui les sous-tend.

Dans une perspective de changement, on ne peut pas intervenir directement sur l'identité de l'individu pour modifier ses caractéristiques personnelles. Par contre, l'identité peut être enrichie d'une part des apports des autres au travers de l'identité sociale relationnelle et d'autre part des retours d'expériences positives à partir de choix de pratiques favorables. Il en ressort pour l'individu une satisfaction et la fourniture de nouveaux repères.

2.2. *Quatre types de locataires du logement social*

Cette analyse a en outre conduit à l'élaboration d'une typologie (Grémy et Le Moan, 1977) distinguant quatre types. D'un côté, deux types, « volontaire » et « responsable », sont orientés plutôt favorablement vers la réduction ou la maîtrise de la consommation d'énergie et, de l'autre, deux types, « réfractaire » et « empêché », sont orientés plutôt défavorablement¹¹.

Un examen plus attentif montre que les différences entre les deux types dans chacun de ces sous-groupes sont peut-être tout aussi importantes. Côté sous-groupe « favorable », le « volontaire » a une approche globale, un enthousiasme prospectif et est porteur d'une forte dimension altruiste. Alors que le « responsable », factuel, pratique et efficace, est essentiellement tourné vers lui-même, sa « chasse au gaspi » trouvant ses limites dans la volonté de ne pas se priver, d'éviter tout ce qu'il associe à une souffrance, tout en consolidant une forte estime de soi dans une forme d'altruisme intéressé.

Côté « défavorable », le comportement du « réfractaire » relève d'une conviction et d'un choix délibéré, d'un état émotionnel qui le fait se dérober à ce qu'il perçoit comme une menace sur ses possibilités et à désirer davantage l'option dont il se sent privé (Brehm, 1989 ; Roux, 2007). Il se caractérise par un refus de toute contrainte énergétique, la défiance, la résistance à l'influence. On peut en outre relever que le « responsable » comme le « réfractaire », bien qu'ayant des orientations énergie opposées, incriminent volontiers « les autres ».

¹¹ Il apparaît incidemment, alors que l'action publique se caractérise par sa dimension universelle et soutient des programmes indifférenciés, que l'action d'accompagnement de l'opération de réhabilitation concernée n'a en réalité capté que des individus se rattachant aux types « volontaire » et « responsable », c'est-à-dire déjà sensibilisés. Les retours d'expérience d'autres actions collectives corroborent cette observation.

Pour l'« empêché », il s'agit d'échapper autant que faire se peut aux incidences de sa situation sociale et économique. Le logement est le refuge, un moyen essentiel de survie. L'« empêché » se restreint par nécessité absolue. Se pose ainsi la question du type vers lequel un individu se rattachant au type empêché pourrait migrer en cas de desserrement de la contrainte économique.

L'approche par la capabilité (Sen, 1985) apporte un éclairage à cette interrogation en dépassant celle basée sur les seules ressources, biens et services pour donner la priorité aux individus en les rendant capables de s'accomplir individuellement, collectivement, ou pour les autres ou pour eux-mêmes.

Ce qui compte pour Sen, c'est que les individus aient la capacité de réaliser la vie qu'ils souhaitent mener. Les biens et services dont ils peuvent être dotés ne sont que des moyens.

Le marketing joue sur l'insatisfaction du consommateur pour lui proposer en permanence de nouveaux biens de confort. Conjointement, le marché, en les produisant et les distribuant massivement, les rend accessibles par la baisse des prix. En outre, l'impact de l'usage est banalisé par le caractère « indolore » de la consommation d'énergie électrique. La moindre « Coupe d'Europe » est l'opportunité d'une promotion d'appareils de plus en plus énergivores... et nombreux. Le marketing joue également sur la distinction à la fois par 'le haut' mais également par 'le bas' : il s'agit d'être au 'moins autant que les autres'. Le marketing, en prenant appui sur la publicité et relayé par les médias, impose ainsi une norme sociale. Son impact est d'autant plus marqué qu'elle est perçue comme une attente socialement désirable. En conséquence, la liberté théorique du consommateur est gommée par la norme sociale dominante de consommation. Les individus qui ont comme préoccupation de ne pas décrocher pour ne pas régresser se conforment à la norme comme le but de leur existence et non comme le moyen pour faciliter cette existence, ce qui implique un style de vie, un usage du temps et de sa propre 'énergie'. Selon l'injonction normative du marketing, le consommateur pour être bien dans son logement accumule les équipements. Mais en retour, par l'usage de ces équipements, il s'enferme dans son logement et se retrouve coupé de l'extérieur. Il reste ainsi au consommateur passif comme préoccupation première d'arbitrer avec son revenu disponible. Des lors, comme on l'a noté plus haut, le marketing joue sur cette insatisfaction du consommateur et reconnaît implicitement lui-même que les nouveaux biens de confort qu'il promet seront à leur tour porteurs d'insatisfaction. Si l'objectif est que les individus aient une réelle liberté de bien-être et non pas de leur faire acquérir de nouveaux biens, il importe alors de revenir à des plaisirs plus durables où l'individu devient volontairement acteur pour leur réalisation. Faut-il encore qu'il puisse évoluer dans des contextes qui l'y incitent, et le lui permettent. A cet égard Sen nous apporte un éclairage pertinent où chaque individu doit pouvoir posséder la liberté de bien-être¹² et la liberté d'agence, c'est-à-dire, d'une part, la liberté individuelle d'atteindre un but qu'il s'est fixé et, d'autre part, une liberté 'positive', « la liberté de mettre en œuvre diverses combinaisons de fonctionnements » (Sen, 1999).

Mais nous avons fait le constat que 'tout le monde n'est pas pareil' : nous cherchons dans la partie qui suit à repérer les divers fonctionnements mis en œuvre selon les types identifiés

¹² Mais qu'est ce qui fonde le bien-être ? Le bien-être est une notion subjective. Stiglitz, Sen et Fitoussi (2009) en proposent des déterminants que sont les conditions économiques, sociales, sanitaires et environnementales de la vie.

ainsi que les capacités caractéristiques de chacun d'eux. L'objectif est de viser des changements dans les fonctionnements pour accroître la liberté de choix de telle sorte que la capacité soit orientée vers la réduction de consommation d'énergie. Il s'agit de repérer dans la diversité des contextes existants ceux qui se révèlent être favorables ou défavorables afin de les rendre ou pas accessibles.

3. TYPES ET CAPABILITES

3.1. Types et capacités orientés favorablement

Notre recherche empirique a mis en évidence que les individus se rattachant au type « volontaire », qui évoluent dans un contexte ouvert, en interaction avec d'autres qui leur sont proches mais différents, et qui, plus largement, prennent en compte les « autres », sont ceux qui développent les pratiques les plus favorables à la réduction de consommation d'énergie. En outre, à l'opposé d'un ressenti négatif, ils retirent de cet altruisme une satisfaction morale et éthique ainsi qu'une satisfaction personnelle en termes de conditions de vie.

Dans le contexte énergétique du moment, l'individu peut avoir cependant tout intérêt pour lui-même à réduire sa consommation et, ce faisant, apporter sa contribution à un enjeu sociétal en se comportant de fait en altruiste calculateur (Becker, 1971). Ainsi, le type « responsable » a l'objectif réel de réduire sa consommation d'énergie dans l'objectif sous-jacent, clairement exprimé, de réduire l'impact de cette consommation sur son revenu disponible. Dès lors, les ménages disent « ne pas gaspiller », « faire attention », mais leurs pratiques peuvent s'insérer facilement dans leurs modes de vie, sans remise en cause.

« Volontaire » et « responsable » se différencient par leurs capacités. La liberté de choix du « responsable » est bornée à l'aménagement de ses pratiques existantes selon un critère d'efficacité, sans remise en cause de ces pratiques mêmes, hors toute volonté de sobriété. Son recours à l'extérieur a pour principale finalité d'acquérir de l'information utile et de pouvoir se référer aux bonnes pratiques des autres. Au-delà, les objectifs de résultat (économies d'énergie et baisse des charges) ne sont certes pas garantis mais les atteindre représente une valorisation individuelle au sein d'une aventure collective. Le type « volontaire », quant à lui, apparaît en mesure de développer une capacité qui accroît sa liberté de choix jusqu'à pouvoir choisir des pratiques alternatives non consommatrices d'énergie. En outre, ces pratiques alternatives requièrent sa propre participation active ainsi que celle des autres dans un espace social ouvert. Au-delà, le type « volontaire », agissant et charismatique pour se porter à la tête de l'action en leader d'opinion, peut donner l'envie d'être copié et, se voyant attribuer une conscience écologique par les personnes de son entourage, il sera amené à faire évoluer ses propres pratiques (Bertrandias, 2012).

3.2. Types et capacités orientés défavorablement

Réduire ses dépenses d'énergie a cependant un coût en termes d'effort à consentir et chaque individu va le comparer au bénéfice qu'il attend en termes de montant de ses factures. Evaluation subjective. Si cette évaluation conduit le type « responsable » à consentir des efforts de gestion sans remettre toutefois en question ses pratiques mêmes de consommation, le type « réfractaire » se caractérise par une évaluation particulièrement restrictive. Pour ce

type, le bien-être s'exprime essentiellement en termes de « ne pas se priver ». En conséquence, toute mesure de restriction est ressentie comme une régression.

Ce ressenti marque fortement la capacité du « réfractaire ». La perspective d'une réduction de la consommation ('consommation' d'équipements et consommation d'énergie induite par leur utilisation) est associée à une perte de confort et à la crainte de l'exclusion sociale et ressentie comme une privation ou une inégalité dans l'accès à certaines libertés (Sen, 1979, cité par Monnet, 2007¹³), une menace sur l'identité même (Davis, 2014). Cette corrélation est immédiate chez le « réfractaire ». Banikema et Roux, 2014 utilisent le terme de « réactance » pour marquer la « prédisposition à réagir négativement à une privation de liberté, que cette dernière soit due à des causes impersonnelles ou interpersonnelles ». Le « réfractaire » a également naturel d'éprouver des sensations stimulantes. Scitovsky relève, non sans un certain pessimisme, que, malheureusement, « les gens les plus avides de stimulations fortes sont rarement les plus capables et les plus volontaires pour acquérir les compétences et la discipline nécessaires à [la] jouissance [des activités affables les plus stimulantes] ».

L'empêché, quant à lui, a un champ de fonctionnements restreint compte tenu de sa situation, mais avec des aspirations, des caractéristiques personnelles, susceptibles de favoriser des pratiques favorables à la maîtrise et à la réduction de la consommation d'énergie.

S'agissant de ses caractéristiques personnelles, l'« identité » est marquée par la fragilité, la vulnérabilité. « *Si je n'avais pas cette énergie dans le moral il y a beaucoup de personnes qui s'en seraient allées* » témoigne ainsi l'une des personnes se rattachant à ce type. Une situation matérielle précaire, un niveau d'équipement limité à l'essentiel pour des raisons de coût génèrent une aspiration de gain en termes de niveau de confort.

Sa vulnérabilité, la méfiance vis-à-vis de l'extérieur qui en résulte, l'amènent à se replier sur lui-même et sur son logement, le privant de contextes susceptibles de lui donner d'autres choix que de ne pas avoir de quoi choisir.

Il se sent très vite désarmé face à tout dysfonctionnement du système incorporé au logement (chauffage, ventilation, eau chaude sanitaire) faute d'une appropriation du fonctionnement « *le robinet thermostatique du radiateur est bloqué jusqu'à 9 dans la cuisine, on ne peut pas baisser et surtout l'hiver on cuisine : je vous laisse imaginer avec le radiateur à 9, la température que cela donne. Je suis obligée d'ouvrir la fenêtre* ».

Il est en outre particulièrement sensible aux informations économiques relatives à sa consommation d'énergie, mais faute de repères et du fait de son isolement, il est fréquemment sujet à des effets de halo ou de brouillage de l'information liés aux modes de facturation et de tarification. L'ensemble de ce qui caractérise l'empêché restreint fortement sa capacité.

Mais en contre-point, s'exprime le besoin d'échapper à son contexte socio-économique : isolement, précarité, sentiment d'insécurité, de vulnérabilité, manque d'information, avec l'émergence de besoins positifs : échanger avec d'autres (« *Moi, ce qui m'intéresse, ce serait de parler avec d'autres de ce qui économise l'énergie* »), participer à un projet collectif, pouvoir envisager de changer certaines pratiques. L'énergie –à la fois concrètement omniprésente dans la vie quotidienne et partie prenante d'un enjeu planétaire– peut être à cet

¹³ Sen, 1979, Conférence séminale « Equality of what ? »

égard un vecteur d'ouverture. Une amélioration matérielle et des conditions de vie de l'empêché auraient un effet direct sur ses caractéristiques personnelles et seraient de nature à élargir sa capacité de choix. Toutefois, le risque est cependant que la capacité conduite à choisir « librement » un modèle de vie dominant, celui de la consommation sans limite.

Chacun se trouve en effet exposé à la dissonance, voire à l'injonction paradoxale, de consommer, c'est-à-dire, notamment, de s'équiper en biens inducteurs de consommation d'énergie, mais parallèlement de réduire sa consommation d'énergie.

Pour dépasser cette dissonance, nous nous attachons dans la partie qui suit à formuler des préconisations à même de créer ou de développer des contextes favorables, ou tout au moins non défavorables à la réduction de consommation d'énergie. Ces contextes ambitionnent en outre d'être suffisamment attractifs pour être préférables.

4. PRECONISATIONS

La prise en compte de l'impact négatif de certaines capacités sur le capital naturel (Schultz *et al*, 2013) nous amène à rechercher et à rendre accessibles les contextes dans lesquels la capacité a un impact positif sur la réduction de consommation d'énergie et qui permettraient en outre à ce type de tendre vers la vie à laquelle il aspire. Cette perspective conduit à privilégier des fonctionnements conduisant les individus à modifier leurs conditions de vie sans que cela soit automatiquement lié à des considérations monétaires. *Réduction de la consommation d'énergie : contextes favorables à l'efficacité et contextes favorables à la sobriété.*

A partir des aspirations du type empêché, il s'agit de pouvoir prendre appui sur ce qui est favorable en le développant, le consolidant, le créant si utile, et de remplacer ou neutraliser ce qui est défavorable. Ensuite, il s'agit, d'un côté, d'activer ce qui est favorable en le rendant désirable et accessible, et, de l'autre, de désactiver ce qui est défavorable en le rendant négligeable, indésirable, ou de rendre préférable une alternative non consommatrice d'énergie comme faire du vélo, aller à la bibliothèque,

Nous formulons ainsi des préconisations quant aux contextes à même d'enrichir une capacité porteuse d'un impact positif sur la réduction de consommation d'énergie en distinguant contextes favorables à l'efficacité énergétique et contextes favorables à la sobriété¹⁴.

4.1 Contextes favorables à l'efficacité énergétique ou à la non dégradation de cette efficacité

- Information sur la gestion énergétique du logement il s'agit de comprendre, d'intégrer et gérer la consommation d'énergie en assurant une mise en main du système de chauffage

¹⁴ La consommation d'énergie se distingue de la plupart des autres consommations par le fait que l'on ne consomme pas d'énergie pour elle-même mais pour produire un « service énergétique ». Pour procurer un même service énergétique, l'« efficacité énergétique » permet de remplacer une consommation d'énergie par une plus grande consommation de bien efficace, tandis que la « sobriété énergétique » correspond à une consommation d'énergie plus faible, à consommation de bien efficace constante.

incorporé au logement et, plus largement, de la gestion de la température dans le logement (hivernale et estivale) ;

- Information sur la gestion énergétique des équipements propres aux ménages : élaborer et inclure une « notice d'emploi énergie » au même titre que celle accompagnant déjà chaque appareil pour les consignes de sécurité ;
- Remédiation aux dysfonctionnements et défauts structurels des systèmes incorporés aux logements ;
- Caractéristiques technologiques : rendre accessibles les appareils les plus performants énergétiquement en faisant de cette caractéristique une composante des normes techniques de base de tout appareil domestique ;
- Informations relatives aux consommations : dissocier information sur la réalité de la consommation et facturation afin d'éviter les mésinterprétations ;
- Tarification de l'énergie : s'il constitue un outil face à la précarité énergétique, le tarif social de l'énergie n'en est pas moins une incitation à ne pas réduire sa consommation. En outre, le système de tarification générale incluant une part fixe (abonnement) est, de fait, dégressif. Substituer une tarification progressive inciterait à réduire sa consommation et conforterait ceux qui sont déjà engagés dans cette voie¹⁵.

Toutefois, les observations corroborent le « paradoxe de l'efficacité énergétique » (Jevons, 1865) : ces mesures d'efficacité, seules, n'entraînent pas l'augmentation de la consommation du fait du développement concomitant – d'un « rebond » – des usages. Un individu peut en effet faire l'acquisition d'un équipement efficace et en avoir un mode de gestion lui-même efficace. Mais si parallèlement, il augmente l'usage (par exemple la durée d'utilisation) et qu'en outre il multiplie les équipements, il neutralise les gains issus de l'efficacité. Les 44% (depuis 1990) d'accroissement de la consommation d'électricité spécifique mentionnés dans l'introduction en sont l'illustration. Il faut rappeler en outre que l'objectif n'est pas de stabiliser la consommation mais de la réduire. Si les gains en efficacité sont indispensables, la sobriété - c'est-à-dire la réduction des usages - est impérative.

4.2 Contextes favorables à la sobriété énergétique

Il s'agit de contextes porteurs d'alternatives suffisamment attractives pour être préférées ou bien mettant en capacité de choisir de se limiter volontairement pour réduire sa consommation

- Favoriser la production de contextes créatifs : La dynamique collaborative au travers du groupe est porteuse d'une dimension supplémentaire qui est l'apport des autres pour arriver à produire ce que Scitovsky, à la suite d'Hawtrey, nomme « biens créatifs ».
- Favoriser des contextes de promotion des biens créatifs (pratiques alternatives) : l'objectif est ici de dépasser l'insatisfaction du consommateur, en prenant en compte son besoin d'être en interaction avec la société et d'être stimulé. Il s'agit de faire émerger, de promouvoir, des pratiques alternatives à la consommation d'énergie qui doivent être suffisamment attractives en elles-mêmes pour procurer un sentiment de satisfaction, jusqu'à produire des modèles de

¹⁵ Une tarification progressive « récompense » la modération énergétique, qu'elle soit issue de l'efficacité comme de la sobriété.

référence que l'on a envie d'imiter, inhibant et dépassant ainsi le déni et le phénomène de « passager clandestin ».

- Créer des contextes de protection vis-à-vis de l'extérieur : il s'agit de pouvoir franchir le mur protecteur en l'absence de sentiment d'insécurité. Une formule de parrainage pourrait être une première voie de passage sécurisé et sécurisant. En effet, la simple acquisition d'une information utile a un coût d'accès élevé (sentiment d'insécurité, domaine inconnu, sources d'information non identifiée,...) pour le type « empêché ». L'intervention d'un tiers de confiance comme un proche, une personne connue (voisin, gardien...) pourrait servir de médiateur.

- Soutenir les contextes non stigmatisants : les individus sont directement influents pour déterminer les rôles sociaux qu'ils vont jouer à l'extérieur, ce qui influe ensuite sur leurs identités sociales relationnelles pour influencer ensuite la façon dont ils considèrent leurs identités sociales catégorielles¹⁶ (Davis, 2014). Pour y accéder, les associations de quartier porteuses des questions énergétiques, ou susceptibles de le devenir, sont autant de vecteurs possibles.

On peut raisonnablement affirmer que ce qui a trait à l'efficacité ne requiert pas ou peu d'action de la part de l'individu sous réserve que les contextes soient adaptés. Il en va tout autrement de ce qui concerne la sobriété -dont on a vu l'absolue nécessité- qui requiert un choix de la part des individus. Si l'on excepte une sobriété imposée par la société, la liberté portant à choisir un mode de vie durable requiert une capacité suffisamment riche et étendue pour prendre en compte les conséquences de nos actes sur les générations futures.

CONCLUSION

La consommation d'énergie dans une perspective durable de maîtrise ou de réduction implique une large palette de fonctionnements relevant de ce à quoi on consacre son temps, l'acquisition de connaissances et informations, de la relation avec les autres, des rôles sociaux que l'on entend jouer, de son mode de vie et plus largement de sa propre identité bien au-delà du seul paramètre monétaire.

La quête de confort et du bien-être apparaît comme le moteur puissant de la grave insuffisance de réduction de la consommation d'énergie dans le cadre résidentiel. En effet, alors que les gains en efficacité sont significatifs et continus, ils sont contrebalancés par la multiplication de biens consommateurs d'énergie et d'un accroissement de leur usage : audiovisuel, informatique, communication notamment.

Mais, parallèlement, l'analyse qui a été faite en prenant appui sur l'identification de « types » montre, à la lumière de l'approche par les capacités, qu'un accroissement de la liberté de choix -du fait de la multi-dimensionnalité de la qualité de vie- et sous réserve de l'existence

¹⁶ Les identités sociales relationnelles correspondent aux rôles sociaux interconnectés et les identités sociales catégorielles correspondent aux grands agrégats ou à des groupes de personnes qui partagent certaines caractéristiques sociales. Davis (2014) résume cette classification en disant que les personnes auxquelles on s'identifie sont « comme » (identités sociales catégorielles) ou « pas comme » soi-même (identités sociales relationnelles). On est « pas comme » en raison de l'occupation de rôles sociaux différents dans une étroite interdépendance de rôles qui produit une proximité personnelle.

de contextes favorables peut se révéler comme particulièrement propice à la réduction de consommation d'énergie.

Les types « volontaire » et « responsable » ont des pratiques favorables à la réduction de consommation d'énergie. Cependant, le volontaire, de son côté, se donne la liberté de réduire de lui-même sa consommation d'énergie en intégrant des dimensions plus larges que son propre espace qui prennent en compte les générations futures et la protection de la planète. Le type « responsable », quant à lui, ancré dans le présent et le très court terme, s'il lutte pour l'efficacité et contre le gaspillage, le fait pour des raisons économiques et en refusant de se priver. Avec le même degré de liberté de choix, le réfractaire privilégie l'accomplissement de capacités qui ont un impact négatif. Il mobilise cette liberté pour échapper à un sentiment de régression ou de disqualification sociale. Le type empêché a une capacité marquée par un contexte restrictif mais avec certaines caractéristiques notamment au niveau des aspirations qui peuvent être l'amorce de développement de nouveaux fonctionnements pouvant se révéler favorables à la maîtrise de la consommation d'énergie. Cette approche par la capacité est une contribution nécessaire pour parvenir à dépasser le sentiment de régression et pour ouvrir sur une « sobriété heureuse »¹⁷.

Une priorité doit être ainsi donnée à l'élargissement de l'espace social qui ouvre sur l'enrichissement de la collection d'identités sociales puis celui des caractéristiques personnelles. Cela constitue également le cadre d'une vision partagée permettant de construire des capacités collectives (Evans, 2002 ; Pelenc *et al.*, 2013). Cela conduit en outre à revisiter la question de la précarité dans le cadre résidentiel.

Dès lors, si la poursuite –et même l'amplification– de la requalification énergétique des bâtiments résidentiels demeure un impératif, notamment pour le logement social, il importe, si l'on veut s'inscrire dans une perspective énergétique socialement durable, d'interroger le mode de gestion des opérations de réhabilitation et leur inscription dans un projet urbain et social.

RÉFÉRENCES

- Ballet, J., Bazin, D., Dubois, J. L. and Mahieu, F. R., (2007), « Responsibility for Each Other's Freedom: Agency as the Source of Collective Capability », *Journal of Human Development*, 8(2), pp.185–201, June. DOI: 10.1080/14649880701371000
- Ballet, J., Koffi, J-M., Pelenc, J., (2013), « Environment, Justice and the Capability Approach », *Ecological Economics*, 85, pp.28–34. DOI :10.1016/j.ecolecon.2012.10.010
- Ballet, J., Bazin, D., Pelenc, J., (2015), « Justice environnementale et approche par les capacités », *Revue de philosophie économique*, 16(1), pp.13-39, DOI : 10.3917/rpec.161.0013
- Ballet J., Mahieu F. R., (2009), « Capacité et capacité dans le développement : repenser la question du sujet dans l'œuvre d'Amartya Sen », *Revue Tiers Monde* 2009/2 (198), 303-316. DOI 10.3917/rtm.198.0303.

¹⁷ Selon l'expression de Pierre Rahbi (2010), *Vers une sobriété heureuse*, Actes Sud.

- Banikema A. S., Roux D., (2014), « La propension à résister du consommateur : contribution à l'étude d'une disposition à s'opposer à une influence marchande », *Recherche et Applications en Marketing*, 29(2), pp.34-59, Avril, DOI : 10.1177/0767370113517345
- Bertrandias L., (2012), « Influences informationnelle et normative sur les comportements du consommateur », *Mémoire en vue de l'obtention de l'Habilitation à Diriger des Recherches en Sciences de Gestion*, Université Toulouse Capitole. https://www.academia.edu/4008839/Influences_informationnelle_et_normative_sur_les_comportements_des_consommateurs
- Bruni L., Stanca L., (2007), « Watching Alone: Relational goods, television and happiness », *Journal of Economic Behavior & Organization*, article in press, 65(2008) 506–528. DOI :10.1016/j.jebo.2005.12.005.
- Davis, J.B., (2015), «Stratification Economics and Identity Economics», *Cambridge Journal of Economics*, 39(5), September., DOI : 10.1093/cje/beu071
- Dubois, J.L., Mahieu, F.R., (2009). « Sen Liberté et pratiques du développement », *Revue Tiers Monde* 2, 198, 245-261 URL : www.cairn.info/revue-tiers-monde-2009-2-page-245.htm. DOI : 10.3917/rtm.198.0245.
- Evans, P., (2002), « Collective Capabilities, Culture, and Amartya Sen's Development as Freedom », *Studies in Comparative International Development*, 37(2), 54-60, June.
- Gabriel Y., Lang, T., (1995), *The Unmanageable Consumer: Contemporary Consumption and its Fragmentation*, London, SAGE, 213p.
- Goffman, E., (1963), *Stigma: Notes on the Management of a Spoiled Identity*, New York, Prentice-Hall, 153p.
- Grémy J-P, Le Moan M-J, (1977), « Analyse de la démarche de construction de typologies dans les sciences sociales », *Informatique et sciences humaines*, 35. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00650400>, Décembre.
- Hawtrey R.G., (1925), *The Economic Problem*, Longmans, London. <https://archive.org/details/economicproblem031629mbp>
- Khazzoom J. D., (1980), « Economic Implications of Mandated Efficiency in Standards for Household Appliances », *The Energy Journal*, 1(4), pp.21-40, October.
- Monnet E., (2007), « La théorie des « capacités » d'Amartya Sen face au problème du relativisme », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, pp.103-120 Mis en ligne le 18 avril 2008. URL : <http://traces.revues.org.gate3.inist.fr/211>
- Pelenc, J., Lompo, K., Ballet, J., Dubois, J-L., (2013), « Sustainable Human Development and the Capability Approach: Integrating Environment, Responsibility and Collective Agency », *Journal of Human Development and Capabilities*, 14(1), pp.77-94, Feb. DOI : 10.1080/19452829.2012.747491
- Roques P., (2016), « La question de la consommation d'énergie dans les logements sociaux réhabilités : pratiques et identité », thèse en doctorat en sciences de gestion, Université Côte d'Azur, juin, 487p.

- Roux D., (2007), « Consumer resistance: proposal for an integrative framework », *Recherches et Applications en Marketing*, 22(4), pp.59-80. DOI : 10.1177/205157070702200403
- Saunders H., (1992), « The Khazzoom-Brookes postulate and neoclassical growth ». *The Energy Journal*, 13(4), pp.131-148.
- Schultz, E., Christen, M., Voget-Kleschin, L., Burger, P., (2013), « A Sustainability-Fitting Interpretation of the Capability Approach: Integrating the Natural Dimension by Employing Feedback-Loops », *Journal of Human Development and Capabilities*, 14(1), pp.115–133. DOI : 10.1080/19452829.2012.747489.
- Scitovsky, T., (1992) [1976], *The Joyless Economy: The Psychology of Human Satisfaction*, revised edition, *Oxford University Press*, Oxford, 310p.
- Sen, A.K., (1999), *Development as Freedom*, *Oxford University Press*, 384p.
- Sen, A.K., (2009), *The Idea of Justice*, *Harvard University Press*. 304p.
- Sen, A. K., (2006), *Identity and Violence. The Illusion of Destiny*, Londres, Allen Lane, trad. française, 2007, *Identité et violence*, Paris, *éditions Odile Jacob*, 215p.
- Stephenson J., Barton B., Carrington G., Gnoth D., Lawson R., Thorsnes O., (2010), « Energy Cultures: A Frame Work for Understanding Energy Behaviours », *Energy Policy*, 38(10), 6120–6129, May, DOI : 10.1016/j.enpol.2010.05.069
- Veblen T. B., (1978), *The Theory of Leisure Class* », 1899. Traduction française : *Théorie de la classe de loisir*, *Gallimard*, Coll. « TEL », Paris, 125p.
- Zelem M.-C., (2005), « La maîtrise de la demande d'énergie. Approche sociologique des comportements et des usages », Intervention au séminaire du GRETS, 21, <http://lectures.revues.org/1044>, Juin.